

L'AUTRE ÉCONOMIE

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE, QUI PRÔNE LE RESPECT DE L'HOMME ET DE SON ENVIRONNEMENT DANS LES CHOIX DE DÉVELOPPEMENT, SE STRUCTURE SUR LE TERRITOIRE.

PAGES 10 ET 11

EN COMMUN

Plaine Communale

Mensuel de la communauté d'agglomération Aubervilliers + Épinay + L'île-Saint-Denis + Pierrefitte + Saint-Denis + Stains + Villetaneuse N°7 février 2004. 1 €

LA TAXE QUI FAIT CAUSER

LA RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ANNONCÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FAIT RÉAGIR DES ÉLUS ET DES CHEFS D'ENTREPRISE.

PAGE 5

Bonjour

JOURS DE VOTE(S)

En période électorale, et nous sommes dans ce cas de figure, il est recommandé de marcher sur des œufs pour ne pas enfreindre la loi. Toute publication émanant de la sphère publique se doit de veiller à ne pas influencer le citoyen majeur, détenteur d'une carte électorale, dans ses choix d'électeur. A-t-on le droit d'écrire sur ce sujet-là? Oui mais à condition que...



Il faut faire attention et c'est ce que nous faisons.

Le casse-tête sur dire ou ne pas dire, montrer ou ne pas montrer, se termine en mars. Précisément les dimanches 21 et 28 de ce mois-là, dates où nous voterons au moins pour les élections régionales et peut-être aussi, si nous habitons un endroit concerné par le renouvellement de la moitié du conseil général, pour le scrutin cantonal. Cette indication des jours de vote n'est pas illicite. Au contraire: faisant appel au civisme, à l'exercice d'un droit fondamental, elle est même recommandée.

À BIENTÔT POUR LE SEPTIÈME NUMÉRO DISTRIBUÉ À PARTIR DU JEUDI 25 MARS.



Yann Mambert

CŒUR À PIED

Le centre-ville de Saint-Denis a entamé sa révolution. Rues et places vont connaître une nouvelle jeunesse. Piétons, transports en commun, vélos et rollers y seront les bienvenus. Pas les voitures. PAGES 2 À 4

ASSISES DU CENTRE-VILLE

LES PREMIÈRES ASSISES ONT EU LIEU EN MARS 2002. ELLES ONT PERMIS DE RECUEILLIR L'AVIS DE LA POPULATION



© Gérard Monke

SUR L'ORGANISATION DU FUTUR CŒUR DE VILLE. SELON UN SONDAGE, 76 % DE DIONYSIENS ÉTAIENT ALORS FAVORABLES À L'EXTENSION DU SECTEUR PIÉTON. APRÈS LES SECONDES

ASSISES, EN 2003, L'ÉQUIPE ZAGARI-FULCRAND A ÉTÉ CHOISIE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL ET LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE. LES ARCHITECTES ONT DÙ ADAPTER LEUR COPIE

POUR LA RENDRE PLUS CONFORME AUX SOUHAITS EXPRIMÉS LORS DES CONSULTATIONS. LES TROISIÈMES ASSISES AURONT LIEU LE 3 AVRIL.

UN ZESTE D'ART

SIX ARTISTES VONT RÉALISER DES ŒUVRES D'ART QUI SERONT INSTALLÉES SUR L'ESPACE PUBLIC RÉNOVÉ.

EXPÉRIMENTATION

À PARTIR DE MAI, LE CENTRE SERA PIÉTONNIER CHAQUE DIMANCHE DE 10H00 À 14H00

AFIN D'EXPÉRIMENTER, L'ESPACE DE QUATRE HEURES, CE QUE DEMAIN SERA.

Le centre fait sa révolution

D'ICI À TROIS ANS, LE CŒUR DE SAINT-DENIS, ACTUELLEMENT SATURÉ, AURA ACHEVÉ SA CURE DE JOUVENCE.

Saint-Denis. Sa basilique, son marché, ses commerces, ses terrasses de café qui s'offrent aux badauds quand pointent les beaux jours... Pour l'argumentaire touristique, le centre de la ville ne manque pas d'atouts. Mais, dans la pratique quotidienne, il n'est guère difficile d'ajouter d'autres particularités nettement moins publicitaires pour décrire

“ La place du végétal sera renforcée et l'éclairage amélioré. ”

le cœur de la cité des rois : son flot de voitures, ses bus prisonniers du trafic rue Gabriel-Péri, ses concertos de klaxons d'automobilistes qui s'excitent, ses gaz d'échappement qui vampirisent les narines... Pour remiser aux oubliettes l'arsenal négatif qui chagrine la vie des habitants et des visiteurs (cinq millions



EMBOUTILLAGES, CONCERTS DE KLAXONS, GAZ D'ÉCHAPPEMENT : céder la place aux piétons, une urgence.

de personnes se rendent par exemple au marché chaque année), le maire, les élus locaux et communautaires ont décidé de prendre le taureau par les cornes après quatre années d'études et de concertation. Plutôt que l'homéopathie, ce sont des remèdes de cheval qui ont été choisis. Les travaux, qui ont débuté en février rue de la République et qui doivent se terminer en 2007, concernent notamment cinq domaines.

La place du piéton. L'espace piétonnier sera d'une longueur totale de cinq kilomètres. Cette importante portion du centre (50 % du périmètre) accueillera, outre les chaussures des promeneurs, les roues des bus, dont la fréquence de passage sera accrue, et celles des vélos.

Les parkings. Qui dit centre-ville piéton dit forcément voitures au garage. Les cinq parkings existants seront

sécurisés et mieux indiqués pour y accéder avec facilité. Ils pourront accueillir 3200 véhicules et proposeront des tarifs attractifs.

L'espace public. Les rues et les places du centre-ville souffrent de leur succès. Elles ont vieilli

vite et paraissent quelque peu usées. Ces espaces de vie seront renouvelés, l'éclairage amélioré et la place du végétal renforcée avec la plantation d'arbres et la création d'espaces verts.

Le commerce. Le centre de Saint-Denis ne dé-

nombre pas moins de 632 boutiques, auxquelles il convient d'ajouter la présence de 280 commerçants non sédentaires du marché (mardi, vendredi et dimanche). Mais le nombre ne fait pas tout. La gamme de l'offre proposée laisse à désirer, notamment en ce qui concerne le commerce de bouche. Un travail partenarial avec la chambre de commerce et d'industrie doit aboutir à corriger la situation.

L'habitat. Il n'est que de lever la tête quand on se promène dans ce périmètre : nombre de bâtisses ont du cachet, mais beaucoup d'entre elles sont laissées à l'abandon par des propriétaires privés. La rénovation est donc affirmée comme une priorité.

Dominique Sanchez

P OUR STATIONNER EN CENTRE-VILLE

Avec 3200 places réparties dans 5 parkings souterrains, l'offre de stationnement sera supérieure, en quantité comme en qualité, à celle qui existe aujourd'hui. Les parkings réaménagés seront plus accueillants, mieux éclairés et sécurisés grâce à la vidéosurveillance. Des tarifs attractifs seront proposés et les riverains pourront s'abonner à l'année. Des panneaux de signalisation indiqueront, en temps réel, les places disponibles. Pour les parkings privés dans le secteur piéton, l'accès se fera par un système de borne rétractable.

Chirurgie esthétique

LES NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS DÉBUTENT RUE DE LA RÉPUBLIQUE ET SE TERMINERONT PAR LA PLACE ROBERT-DE-COTTE EN 2007.

Travaux de revêtement de sol, pose de mobilier urbain (toilettes publiques, bancs, accroches de vélo), nouvel éclairage, plantations d'arbres, suppression des bordures de trottoir pour faciliter le passage des personnes handicapées sont parmi les aménagements prévus dans cette zone. Les deux principales artères commerçantes de la ville, les rues de la République et Gabriel-Péri, seront entièrement réhabilitées avec des matériaux de qualité, en vue de rendre plus aisé l'accès aux commerces.

Au programme également, la réorganisation des amorces des rues Catulienne, Fontaine, du Corbillon, des Chaumettes et de la Charronnerie, où services et commerces de proximité viendront s'installer.

“ Des aires de détente rompront avec l'activité trépidante du quartier ”

Mylène Sacsick

Toutes ces rues piétonnes desserviront un chapelet de places dont la vocation sera d'offrir des aires de détente rompant avec l'activité trépidante du quartier. Ainsi, ce sera le cas pour les places de la Résistance et Robert-de-Cotte, cette dernière étant destinée à devenir un square pour enfants. Les places Victor-Hugo et Jean-Jaurès seront toutes deux débarrassées de la circulation automobile et du stationnement. La première offrira à la basilique un espace de contemplation, tandis que la seconde restera le lieu d'accueil du marché. Enfin, la place de la Légion-d'Honneur constituera un lien agréable entre la rue du même nom et le parvis de la basilique.



PLACE ROBERT-DE-COTTE. L'espace qui sert actuellement de parking deviendra un square pour enfants.



RUE DE LA RÉPUBLIQUE. Nouveau revêtement pour l'artère commerçante.



RUE GABRIEL-PÉRI. Elle sera interdite à la circulation automobile entre la rue des Ursulines et la place du 8-Mai-1945.

HALLE DU MARCHÉ

LES CINQ MILLIONS DE CLIENTS QUI FRÉQUENTENT CHAQUE ANNÉE LE MARCHÉ ET LES 280 COMMERÇANTS AURONT BIENTÔT

UNE HALLE TOUTE NEUVE. LES TRAVAUX COMMENCERONT EN JANVIER 2005. ILS CONCERNENT LA TOTALITÉ DES SOLS, LES AUVENTS, LES FAÇADES ET LA TOITURE DU BÂTIMENT.

PENDANT LE CHANTIER, LE MARCHÉ SERA TRANSFÉRÉ PLACE DU 8-MAI-1945.



Yvan Mumbert

VU D'ICI
les nouvelles de notre bassin de vie

CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS

LE COLLÈGE GUSTAVE-COURBET ET L'ÉCOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PIERREFITTE

ORGANISENT UNE RÉUNION D'INFORMATION SUR LES CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE (CHAM) JEUDI 11 MARS 2004 À 18H30 AU COLLÈGE, RUE FRANÇOIS-MITERRAND.



Stéphane Kovakly

LES INSCRIPTIONS S'EFFECTUENT AVANT LE 20 MARS. RENSEIGNEMENTS: MALO GERVAIS, DIRECTEUR DE L'EMMDA, 65, RUE ÉTIENNE-DOLET 01 48 26 21 45 OU AU COLLÈGE.

« Il faudra voir sur le long terme »

L'AVENIR DU CŒUR DE VILLE VU PAR CERTAINS DE SES HABITUÉS.

Matinée printanière en ce jour de marché. Il fait beau à n'y pas croire. Ils sont des milliers à se glisser entre les étals du marché couvert et celui de la place de la mairie. Sans parler de la foule qui arpente la rue de la République. C'est parti pour un mini sondage express : « Que pensez-vous de la prochaine piétonisation du centre-ville de Saint-Denis ? »

Une grand-mère et son petit-fils Eric font la queue chez un boucher. « Nous ne sommes pas d'ici, mais de Saint Brice près de Sarcelles », répond, méfiante, la grand-mère. Le petit-fils est plus prolix : « Les rues piétonnes, c'est bien pour nous les jeunes. On peut faire du roller sans craindre les voitures. On n'a pas ça chez nous. Et puis il y a moins de pollution... » L'aïeule le tire par la manche. Pas le temps de traîner.

Deux étudiantes à l'université de Saint-Denis estiment de concert que « la ville a peut-être trop



ILS SONT DES MILLIERS À SE GLISSER entre les étals du marché.

Yvan Mumbert

tardé à piétonniser le centre ». Et pourquoi a-t-elle trop tardé selon vous ? « Parce que c'est un cauchemar pour stationner et circuler ici les jours de marché, » explique Tania, 23 ans. « Et

puis, commente Estelle, 22 ans, je pense que la ville doit tenir compte des avis de la population. » Exact. La ville a effectivement lancé une longue concertation avec les habitants, les commerçants.

Un groupe de travail composé de Dionysiens étudie le projet depuis son lancement. « Oui, ben moi, je le conteste ce projet », lance un retraité qui promène son chien. Le débat s'engage. « Il fallait voir la rue de la République avant qu'elle ne soit piétonne. J'y ha-

“ Pourquoi les citoyens piétons seraient-ils moins bons clients que ceux qui sont en voiture ? ”

bite depuis quarante-cinq ans. Les commerces avaient une autre allure et leurs chiffres d'affaires était comparables à ceux des Champs-Élysées. » Le boucher éclate de rire : « Bigre, rien que ça ! » « Vous pouvez rigoler, rétorque aussitôt le retraité, mais c'est vrai. Et puis aujourd'hui, même les pompiers ont des difficultés à pénétrer la zone piétonne... » Et loin du centre, que pense-t-on de ces changements du cœur de ville ?

Pour Abdellah, 36 ans, il ne fait pas de doute que c'est un plus au niveau environnemental. En tout cas sur le papier. « Il faudra voir sur le long terme. On ne change pas les habitudes d'une société qui pense que la voiture est synonyme de liberté. Moi je pense que ces aménagements d'espaces en centre-ville sont un progrès pour la sécurité des enfants. De là à penser que les places, les bancs publics, les arbres vont encourager les gens à se parler davantage, j'ai un doute. Globalement ce sera plus convivial, mais les barrières entre les gens ne vont pas disparaître d'un coup de baguette magique. Les gens seront moins stressés, c'est tout. » Pour Marie, 43 ans, qui réside à Aubervilliers et qui fréquente souvent le centre de Saint-Denis, « il faut espérer que les commerçants, qui regrettent l'accès aux voitures, soient plus audacieux et se mettent au goût du jour. Les clients sont plus enclins à acheter quand ils sont détendus, non ? » Et Abdellah, philosophe, de conclure : « Je ne vois pas pourquoi les citoyens piétons seraient moins bons clients que ceux qui sont en voiture. »

Philippe Meunier

Craintes autour de la taxe

LA RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE, ANNONCÉE LE 6 JANVIER PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, INQUIÈTE LES ÉLUS LOCAUX MAIS ÉGALEMENT CERTAINS CHEFS D'ENTREPRISE.

La taxe professionnelle représente à elle seule la moitié du montant de la fiscalité locale et 80 % des recettes de Plaine Commune. L'exonération dont bénéficieront les entreprises qui investissent pendant dix-huit mois fait suite à la suppression de la part salariale décidée en 1999, compensée par l'État par des dotations supplémentaires. Les élus locaux et leurs associations, toutes tendances politiques confondues, voient dans cette évolution une perte d'autonomie et une déresponsabilisation notamment en matière de développement économique.



UN FORMIDABLE BASSIN D'EMPLOI. Vue aérienne depuis la tour Pleyel.

Stéphane Kovakly

Nombre de voix s'élèvent pour dire qu'il est normal que les entreprises, au même titre que les habitants, participent au finan-

cement des infrastructures dont elles bénéficient. Les interrogations et les inquiétudes sont donc nombreuses, d'autant que cette

nouvelle exonération a été annoncée sans que soient évoquées les modalités de sa mise en place. Les élus du conseil communautaire

restent vigilants et entendent poursuivre leur politique de développement de Plaine Commune.

Pascale Fournier

TROIS RÉACTIONS AU PROJET DE RÉFORME

FRANCIS DUBRAC, chef d'entreprise à Saint-Denis « Dans un premier temps, je me réjouis de ces allègements pour accroître nos investissements. S'il s'agit d'une exonération sur dix-huit mois avec une réelle compensation pour nos collectivités locales, c'est une bonne chose. Mais cette mesure soulève de nombreuses questions: est-ce une tentative de l'État de remettre la main sur cet impôt ? Cette décision ne risque-t-elle pas d'entraîner d'importantes disparités entre les communes ? Ne faut-il pas craindre un désengage-

ment économique des communes avec, pour les entreprises, le risque de ne plus trouver de lieu d'implantation ? »

MICHEL BOURGAIN, maire de Lille-Saint-Denis « Cette annonce a pris tous les élus de court, il n'y a pas eu de concertation. C'est une décision surprenante et inquiétante. De quel type d'investissement parle monsieur Chirac ? Les entreprises, qu'elles soient soucieuses ou non de l'environnement, bénéficieront des mêmes exonérations. Il n'y a toujours pas d'incitation à pro-

duire propre. Cette décision arbitraire ne s'accompagne d'aucune modalité de compensation. C'est inquiétant, au moment même où l'État se décharge de plus en plus vers les collectivités territoriales. Il voudrait les contraindre à augmenter les impôts locaux qu'il ne s'y prendrait pas autrement. À moins qu'il ne parie sur le transfert au secteur privé des services communaux. »

DANIEL COLLAND, chef d'entreprise à Épinay « Pour ma part, j'avais prévu d'investir cette année dans de nouvelles

machines. Bien entendu, je vais anticiper de façon à bénéficier de cette mesure. Mais je suis malgré tout très réservé, car il semble que l'on se dirige vers une réforme de la taxe professionnelle et je me demande, au final, qui paiera ? Le plus simple serait que l'on paie la taxe professionnelle en fonction du chiffre d'affaires. Bien sûr, pour un patron, payer une taxe n'est jamais très agréable, mais il faut aussi participer à l'effort commun. Que deviendrait Plaine Commune sans taxe professionnelle ? »

DANIELLE BRICHOT, première adjointe au maire de Stains « Cette disposition est contradictoire avec la volonté affichée d'autonomie des collectivités locales. Toutefois, elle a le mérite de relancer le débat sur la nécessité de trouver des ressources nouvelles dans l'économie d'aujourd'hui. Pourquoi ne pas mettre à contribution les actifs financiers des entreprises qui, en 2001, représentaient 2620 milliards d'euros ? En tout état de cause, nous attendons de la réforme qu'elle soit plus juste et plus efficace économiquement. »

LE PORT EN LIVRE

ON SE SOUVIENT DU DÉCOR ET DES ANIMATIONS MISES EN PLACE SUR LE BASSIN DU CANAL SAINT-DENIS, AU PIED DU STADE DE

FRANCE, PAR L'ACADÉMIE FRATELLINI DURANT LES CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLÉTISME FIN AOÛT 2003. CE PORT ÉPHÉMÈRE EST DEVENU UN LIVRE INTITULÉ « LE PORT », SOUS-TITRÉ « MÉMOIRE D'UN PHARE

EN PLEINE TERRE » ET SIGNÉ DU DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE DU CIRQUE, LAURENT GACHET. SON PRIX EST DE 20 EUROS ET, OUTRE DANS QUELQUES BONNES LIBRAIRIES, ON PEUT SE LE PROCURER AU 01 49 46 00 00.



Gérard Monno

Les experts du quotidien

AU SEIN D'UN CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT, DES CITOYENS ACTIFS DONNENT LEUR AVIS SUR LES GRANDS DOSSIERS DE PLAINE COMMUNE.



Photos Willy Vanquaque

LE CONSEIL S'EST DONNÉ UN AN pour voir si la formule fonctionne. Si oui, il sera étoffé à 80 membres.

Il travaille à Épinay, elle vit à Pierrefitte. Ni l'un ni l'autre ne sont des élus et pourtant, avec une trentaine de personnes, ils tiennent une assemblée dans la grande salle du conseil de Plaine Commune. Ce soir, les habitants ont la clef du siège de l'agglomération. Et ils ne la rendront qu'après trois heures de débat. Au menu : le budget 2004 de la structure intercommunale, la situation des transports publics, la candidature

“ C'est une expérience de démocratie participative, et cela nécessite un temps d'incubation ”

aux JO de 2012. Organe consultatif réservé aux citoyens pour qu'ils puissent donner leur avis à propos des

grands projets menés sur le territoire mais aussi participer aux orientations choisies pour le faire vivre et évoluer, ce conseil de développement est un nouveau-né. À vrai dire, il est même encore en gestation. « C'est une expérience de démocratie participative », explique Jacques Grossard, une des cinq personnes constituant le groupe de pilotage. « Et toute expérience nécessite un temps d'incubation. » Le groupe s'est donné un an pour

voir si la formule fonctionne. Si oui, le conseil de développement, étoffé à 80 membres, prendra alors complètement sa place dans la vie de Plaine Commune. Indépendant des élus ou de l'administration, il sera sollicité par le conseil communautaire pour exprimer la voix des habitants sur les grands dossiers de l'agglomération. Mais il pourra aussi s'autosaisir de toute question qui l'intéresse. C'est d'ailleurs déjà le cas, puisqu'il a commencé à plancher sur les problématiques de l'habitat et de l'emploi. Deux sujets dont on sait qu'ils sont au cœur des préoccupations de la population. Divers dans sa composition, le conseil de développement regroupe des personnes venues des sept villes de la communauté. Associatifs, entrepreneurs, retraités, salariés non résidents, la palette des profils est variée et demande encore à s'enrichir. À condition d'être un citoyen actif, la porte est ouverte...

Frédéric Medeiros

RENSEIGNEMENTS : 01 55 93 55 55.

Sur le vif



DOMINIQUE LEBRUN,

Saint-Denis

« Je vois des gens de différentes villes, de diverses conditions sociales, qui construisent les bases d'une culture commune, un embryon d'identité partagée. C'est une naissance. »



ZINE LABIDINE LASSOUED,

L'Île-Saint-Denis

« Les gens ne savent pas qui fait quoi au sein de l'agglomération. Il faut combattre cette ignorance en favorisant la participation de la population à cette construction. »



BERNARD GAUTIER,

Épinay

« Vivant et travaillant sur le territoire, j'en connais les attentes et les problèmes. Et je suis là pour dire attention au ghetto. Nous avons besoin de mixité sociale pour nous en sortir. Mais cette politique doit se décider au niveau communautaire pour être efficace. »



MICHÈLE PETIT,

Aubervilliers

« Ni chapelle, ni esprit de clocher, c'est ce qui me frappe le plus. Nous parlons d'habitant à habitant, librement. Et, jusqu'à présent, Plaine Commune nous fournit les précisions que nous demandons sur chaque dossier abordé. »

AVANCÉE POUR LA PORTE D'AUBERVILLIERS
ÉTAPE IMPORTANTE POUR LE DOSSIER CANAL – PORTE D'AUBERVILLIERS

QUI VIENT DE RECEVOIR L'AVIS FAVORABLE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR DÉSIGNÉ PAR LA PRÉFECTURE. PROCHAIN RENDEZ-VOUS, LE DÉPÔT DU PERMIS DE CONSTRUIRE ET DE L'AUTORISATION

D'EXPLOITATION DU CENTRE COMMERCIAL PRÉVU SUR CE FUTUR QUARTIER DE 17 HECTARES.

SACRÉ LABO !
LPMTM. CES CINQ LETTRES SIGNIFIENT LABORATOIRE PROPRIÉTÉS MÉCANIQUES ET THERMODYNAMIQUES DES MATÉRIAUX. ET CE LABO DE L'UNIVERSITÉ

PARIS 13 (VILLETANEUSE) A ÉTÉ UNE NOUVELLE FOIS DISTINGUÉ. RÉMI CHARON, 54 ANS, INGÉNIEUR DE RECHERCHE, VIENT EN EFFET DE SE VOIR DÉCERNER LE PRIX CRISTAL DU CNRS. CETTE DISTINCTION

RARE – DOUZE NOMINATIONS SEULEMENT POUR TOUTE LA FRANCE – INTERVIENT APRÈS CELLE DE BRIGITTE BACROIX QUI REÇUT, EN 2000, LE PRIX PÉCHINEY DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES.

RER x 2
LE DIRECTEUR DES LIGNES B ET D DU RER A ANNONCÉ QU'À COMPTER DE DÉCEMBRE 2004 DEUX TRAINS SUR TROIS FERONT UNE HALTE EN GARE DE SAINT-DENIS STADE DE FRANCE AUX HEURES DE

POINTE. CE QUI ÉQUIVAUT À UN DOUBLEMENT DE LA FRÉQUENCE. CETTE ANNONCE FAITE DANS LES LOCAUX NEUFS DU GROUPE ITALIEN D'ASSURANCE GENERALI N'ATTEND PLUS QU'UNE VALIDATION DU STIF.



Au stade des vœux

C'EST DANS L'ESPACE DU STADE DE FRANCE QU'A EU LIEU LA RÉCEPTION DE PLAINE COMMUNE POUR LE NOUVEL AN.



UN PROJET COMMUN FONDÉ SUR DES PRINCIPES ET UNE HISTOIRE PARTAGÉS, DES POPULATIONS MÉLANGÉES, UNIES PAR LE TRAVAIL, UNE CULTURE RICHE DE MULTIPLES RACINES.

semble ce choix de l'agglomération, n'est pas de réduire le rôle des communes. Nous le disons souvent, le choix de construire l'agglomération dans la singularité de ses principes représente au contraire toute l'ambition d'un territoire de la banlieue nord de Paris: l'ambition de redonner un vrai pouvoir sur leur avenir aux instances locales, à leurs populations, en se donnant les moyens de relever les défis de ce siècle.

Puis, après avoir « regardé 2003 dans le rétroviseur », Jacques Poulet a parlé avenir: « Nous entrons dans l'année 2004 avec des perspectives et un certain nombre d'incertitudes. Incertitudes sur des enjeux essentiels à notre démarche: la décentralisation et la réforme avec suppression programmée de la taxe professionnelle. [...] Vigilance et réactivité sont donc nécessairement à l'ordre du jour, si l'on ne veut pas voir notre projet commun mis à mal. » En conclusion, et au nom de tous ses collègues du conseil communautaire, il a présenté ses vœux « aux 275 000 habitants de Plaine Commune, à ses 45 000 étudiants et chercheurs, ses 9 500 entreprises, et ses 100 000 salariés, à ses centaines de milliers de visiteurs ».

principes partagés et sur la réalité d'une communauté de vie, le partage d'une histoire, de populations mélangées, rassemblées par le travail, une culture riche de multiples racines. Singulière

aussi parce que, tout en approfondissant notre projet de territoire, où se dépassent bien évidemment les frontières communales, l'objectif des cinq, puis des sept villes qui ont fait en-

PERSONNEL EN FÊTE

Un buffet, un orchestre: le 16 janvier en début de soirée, c'était également jour de fête – la première du genre – pour les 1 000 agents de Plaine Commune. Avant d'évoluer sur la piste de danse, les salariés ont écouté Jacques Poulet, président de Plaine Commune

et Jean-Pierre Dayras, directeur général des services. Dans les deux interventions, il fut beaucoup question de la qualité du service public: « Si nous avons mutualisé et transféré des compétences, a précisé Jacques Poulet, ce n'est pas seulement pour faire la même chose, c'est pour faire mieux. »

À table PÉRIGORD QUAND TU NOUS TIENS !

Le cassoulet, Gambetta en est mort – d'indigestion – un 31 décembre 1882. Ce n'est tout de même pas une raison pour dédaigner ce monument gastronomique du Sud-Ouest, servi chez Michel à la toulousaine, c'est-à-dire au confit de canard. La salade au foie gras, un bon confit ou le vrai filet de bœuf aux pleurotes finissent de donner des accents périgourdiens à ce sympathique et vaste bistrot, une guinguette autrefois fréquentée par les marins de Lille-Saint-Denis.



Aux commandes depuis quatorze ans, les propriétaires, nés au Portugal, ne trahissent leurs origines qu'avec une brandade de morue copieusement servie! Charmants et attentionnés, même en plein coup de feu, Fatima et Carlos Diogo servent avant tout une cuisine simple mais toujours fraîche. Les habitués ne s'y trompent pas: l'endroit n'a pas de concurrence alentour. Mention particulière pour la crème brûlée maison, délicatement relevée d'eau de fleur d'oranger, un délice.

Thomas Bravo-Maza

CHEZ MICHEL
9, rue Méchin 93450 L'Île-Saint-Denis Tél. : 01 48 20 10 19
Menus le midi à 11 et 20 €. Carte à 20 € environ. Fermé du vendredi soir au dimanche soir.

Les chercheurs sortent des labos

LA RECHERCHE PUBLIQUE DEMANDE À ÊTRE ENTENDUE. À PARIS 8 ET À PARIS 13 AUSSI, LE MOUVEMENT GAGNE DU TERRAIN.

Christian Chardonnet restera-t-il directeur du laboratoire de physique des lasers à l'université Paris 13? Avec d'autres confrères et quelques stars de la recherche tricolore, il est à l'origine de la pétition « Sauvons la recherche ». Le 9 mars, ces responsables scientifiques menacent de quitter en bloc leur fonction si les pouvoirs publics n'entendent pas leur SOS. Plus de 40 000 signatures ont été

recueillies. Coupes budgétaires et gel de subventions, annulation de crédits (140 millions d'euros en 2003), réduction du nombre de postes de jeunes chercheurs (moins 550 en 2004), précarisation des contrats de travail, le réquisitoire est sans appel. L'asphyxie financière guetterait les grands instituts, CNRS*, Inserm**, Inra*** etc. Cette menace mettrait en péril l'ensemble de la recherche française.



CHRISTIAN CHARDONNET, du laboratoire de physique des lasers à Paris 13. Devra-t-il démissionner pour être enfin entendu ?

« LE CRI D'ALARME DES CHERCHEURS NE PEUT LAISSER INDIFFÉRENT »

Dans un courrier du 4 février, le président de Plaine Commune, Jacques Poulet, a écrit à Claudie Haigneré, ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies. Il indique que « le cri d'alarme des universitaires et chercheurs ne peut laisser indifférent ». Et affirme en conclusion: « Certes, la recherche

scientifique est un investissement à long terme et coûteux. Mais c'est un investissement fondamental [...] pour un pays riche comme le nôtre, dont l'intelligence collective et la créativité, la capacité de découverte, de travail expérimental méritent d'être leaders pour un développement solidaire ouvert au monde entier. »

Le gouvernement affirme au contraire maintenir celle-ci au rang de priorité nationale. Il annonce une croissance de 2,2 % de son budget. Peine perdue. Le 29 janvier, 10 000 manifestants défilent entre Jussieu et Matignon. Les chercheurs en colère et les personnels des labos ont posé leurs revendications. Parmi elles: une augmentation des budgets, des recrutements plus nombreux, une meilleure attractivité des filières auprès des étudiants. La révolte est partie du CNRS et de l'In-

« Le réquisitoire est sans appel, l'asphyxie guette les grands instituts. »

Frédéric Lombard

serm. La colère a largement débordé ces citadelles scientifiques, exposant au grand jour l'état de la recherche dans de nombreux secteurs, dont

celui des universités. 1700 enseignants, chercheurs, et enseignants chercheurs travaillent à Paris 8 et à Paris 13, dans 70 laboratoires de recherche. Parmi eux, plusieurs équipes du CNRS, la majorité exerçant à l'Institut Galilée de Paris 13. C'est là que le mouvement reçoit le plus d'écho. Mais la grève du 29 janvier a été fortement suivie dans les deux universités. « Aucun poste de chercheur n'a été créé l'an dernier et les départs en retraite ne sont pas remplacés », confie un professeur de biologie cellulaire de Paris 13. La moitié du temps de travail serait consacré à la recherche de crédits. « Les universités ne dépendent pas du seul financement de l'État, la situation varie donc d'un établissement à un autre », précise Christian Chardonnet, en poste à l'Institut Galilée. S'il n'estime pas que son laboratoire est le plus mal loti, il se sent néanmoins complètement lié au devenir de sa profession: « 2004 marque le début d'un processus. Les restrictions budgétaires, les diminutions de personnels, le désintérêt des jeunes pour les sciences peuvent entraîner des effets mécaniques dévastateurs sur la recherche en France. »

* CNRS: Centre national de la recherche scientifique
** Inserm: Institut national de la santé et de la recherche médicale
*** Inra: Institut national de la recherche agronomique

WWW.INSERECO 93.COM
 POUR TOUT SAVOIR SUR LES ASSOCIATIONS D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE EN SEINE-SAINT-DENIS. FICHES DÉTAILLÉES

PAR ACTIVITÉ, CONTACTS, UNE TRENTAINE DE STRUCTURES SONT RECENSÉES.

RÉALISE
 CETTE STRUCTURE SOUTENUE PAR PLAINE COMMUNE REGROUPE UNE DIZAINE D'ASSOCIATIONS D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE DE L'AGGLOMÉRATION. SON BUT : PROMOUVOIR

LEUR TRAVAIL ET SERVIR DE GUICHET UNIQUE POUR LES CLIENTS DU RÉSEAU. TÉL. : 01 48 29 57 13.

DES EMPLOIS
 LE SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE EMPLOIE 872 SALARIÉS SUR LE TERRITOIRE DE PLAINE COMMUNE.



SCOP
 LA SCOP (SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION) EST UNE SA OU SARL DONT LES SALARIÉS SONT ASSOCIÉS MAJORITAIRES, PARTICIPENT AUX DÉCISIONS, À LA GESTION

ET AUX RÉSULTATS SELON LES PRINCIPES COOPÉRATIFS DE DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE.

Quand l'économie se fait solidaire

Économie solidaire, a priori deux mots qui ne vont pas toujours ensemble. Et pourtant, à côté des circuits habituels de production, il existe un ensemble d'initiatives qui ont pour point commun de vouloir redonner sa place à l'homme. Sur le terri-

toire de Plaine Commune, qui a subi la désindustrialisation, et où le taux de chômage s'élevait encore à 15 % fin 2002, on sait le prix de la casse. On sait surtout qu'il faut réparer. C'est le but des entreprises d'insertion par l'économique qui redonnent une

chance d'emploi par la qualification. Celui des associations intermédiaires, où des gens se regroupent pour inventer leur propre activité. Celui des coopératives de commerce équitable. Ou encore celui des régies de quartier comme à Aubervilliers,

des Cigales (épargne solidaire) comme à Pierrefitte, ou des structures municipales d'aide à projet comme à Stains. Avec le transfert au niveau intercommunal de la compétence insertion, en juin 2004, l'agglomération aura à soutenir cette

dynamique du lien social. « La première des tâches sera de rendre ces associations plus visibles. Que l'on sache qu'elles existent pour qu'elles puissent s'étoffer », explique Michel Beaumale, le vice-président de Plaine Commune qui suit la question. Les

succès relatés ci-dessous restent fragiles. Ils méritent d'être appuyés.

Dossier réalisé par Frédéric Medeiros

ENVIE DE TRAVAILLER AUTREMENT

Sur son implantation sur La Plaine Saint-Denis est récente et c'est la seule en Île-de-France. Pourtant, Envie est un concept qui marche. Avec trente magasins dans l'Hexagone, cette entreprise d'insertion née à Strasbourg dans les années 80 s'occupe de remettre en état et de vendre de l'électroménager d'occasion. Valérie Dupouy, la responsable de l'antenne Plaine, explique: « À l'origine, l'association est née d'une collaboration avec Emmaüs. Il s'agissait d'aider des gens à sortir de la précarité en leur apprenant un métier. » Ce sera dans l'électroménager, un secteur où il y a du travail. Envie forme des salariés opérationnels en deux ans. À l'issue de cette période, les chances de décrocher un emploi stable dans une entreprise « normale » montent en flèche. Une vingtaine de personnes travaillent actuellement sur le site de La Plaine. Chômeurs de longue durée, ils ont été adressés à

Envie par différents organismes du territoire communautaire (ANPE, Plie d'Épinay, association Objectif Emploi de Saint-Denis, etc.). Si Envie fait d'abord de l'insertion par l'économique, le coup de pouce n'est pas exclusif puisque

les clients en bénéficient aussi. Notamment et surtout les familles à faibles ressources. « Les réfrigérateurs ou les machines à laver que nous récupérons sont remis à neuf. Nous les revendons à un tiers de leur valeur avec une garantie d'un an. »

Appréciable, d'autant qu'il s'agit toujours d'un matériel de qualité. Autre atout: l'entreprise participe à la protection de l'environnement. Une partie de son activité consiste à récupérer les produits toxiques des appareils en fin de vie pour

qu'ils soient recyclés ou détruits (comme le CFC des moteurs de réfrigérateur, ce gaz qui attaque la couche d'ozone). Carrefour lui adresse 500 appareils par mois. La Camif, Darty et Ikea ont emboîté le pas. TÉLÉPHONE: 01 48 20 43 48.

DU BOULOT AUX RESTOS

Qui sait que l'association de Coluche s'occupe aussi de donner du travail à ceux qui n'en ont pas? Ainsi à Aubervilliers, avec l'office de réchauffage qui met en température les plats préparés qui sont distribués aux SDF parisiens toute l'année. Depuis 2000, cette cuisine est devenue un outil d'insertion professionnelle. Une autre forme de solidarité. « Il ne s'agit plus d'aide d'urgence mais d'un accompagnement dans la durée », explique Annette Velut, la directrice de la structure. Les chômeurs recrutés



ENVIRON 40 PERSONNES travaillent à l'office des Restos du Cœur.

(quarante personnes actuellement) y travaillent jusqu'à deux ans avant de voler de leurs propres ailes. Quotidiennement,

l'office doit réchauffer 2600 plats (achetés à une cuisine centrale professionnelle et livrés en liaison froide). Les salariés

s'occupent aussi de compléter le repas (entrée, dessert), de conditionner le tout et d'approvisionner les sites parisiens midi et soir. Un rythme serré auquel il faut s'habituer quand on a été longtemps écarté du monde du travail. « Mais le sentiment d'être utile pousse les gens », constate Annette Velut. La difficulté, c'est la sortie du dispositif. « Les employeurs potentiels se focalisent sur l'image caritative des Restos. Chaque fois, il faut prendre du temps pour les convaincre de la compétence du personnel de l'office. » TÉLÉPHONE: 01 43 52 37 85.

CONSTRUIRE, SE CONSTRUIRE

Avec Emploi 93, Apij Bat est la principale entreprise d'insertion par l'économique du territoire de l'agglomération. Lune est spécialisée dans l'intérim (industrie et tertiaire), l'autre relance les sans emploi dans la vie active via les métiers du bâtiment. « Formation et application », résume Rémy Beauvisage, le directeur de la structure. Sur le modèle du compagnonnage, Apij Bat privilégie le savoir-faire. « Avec nous, les salariés en parcours d'insertion vont travailler sur du second œuvre plutôt haut de gamme. » Lidée de base est simple: « Qui peut le plus sait le moins. » Autrement dit, après un contrat d'un an, la personne sera à même de travailler sur tous les types de chantier. Un profil intéressant. À preuve, 65 % des salariés en parcours d'insertion sont recrutés avant la fin de



LES STAGIAIRES DE L'APIJ BAT transforment une ancienne ferme maraîchère en centre d'innovation et d'initiative pour l'environnement.

leur temps. Pour obtenir ce résultat, il faut faire du sur mesure. Trente candidats à l'année pas plus, et quasiment un encadrant pour chacun. Installé cité des Cosmonautes, Apij Bat est de plain-pied dans la réalité des quartiers en difficulté. Là où l'emploi manque le plus. Là où offrir une deuxième chance est indispensable. TÉLÉPHONE: 01 48 29 73 70.

UN PHARES POUR FIXER LE CAP

L'Île-Saint-Denis a son Phares. Avec un s (pour pôle d'hospitalité aux activités à rayonnement écologique et solidaire). Depuis trois ans, cet ancien bâtiment industriel abrite une dizaine d'associations et de coopératives dédiées à l'éducation populaire, à l'économie solidaire et au commerce équitable. Quarante salariés et de 2000 à 3000 stagiaires à l'année. Dès 1995, l'entreprise d'insertion par l'économique Halage donne l'impulsion. « Nous sommes nés à la fois d'une volonté sociale et d'une exigence environnementale », explique Smail Goumeziane, son directeur. Sur L'Île-Saint-Denis, les années 70/80 marquent le reflux de l'activité économique et du transport fluvial. Le chômage monte et les berges se transforment en friches. Deux problèmes que des habitants décident de fondre en un. Halage va servir de tremplin à des chômeurs qui vont travailler à nettoyer et à aménager les bords de Seine.



LA BOUTIQUE D'ANDINES dans les locaux du Phares.

Un savoir-faire qui trouve bientôt à s'exporter dans d'autres villes de la région parisienne. Dans les locaux, il y a aussi Andines. Cette coopérative de commerce équitable est une référence. Fondée par Michel Besson, un ancien ouvrier versé dans l'humanitaire, Andines distribue des objets artisanaux et des produits alimentaires qu'elle importe du monde entier (plus de 3000 références). Ici, pas de marges sur le dos des petits producteurs. La règle d'or c'est la recherche d'équité dans la transaction économique. Que la coopérative fonc-

tionne comme grossiste en alimentant un réseau de boutiques à travers la France ou qu'elle fasse de la vente directe via son propre magasin du Phares (9h00-13h00 et 14h00-18h00). Du bijou touareg en argent certifié aux fruits confits du Cambodge, « l'effort porte sur la qualité », précise Véronique Lacomme, gérante. « Notre relation avec les petits producteurs est fondée sur une exigence qui participe d'un respect mutuel. » Idem avec les 7 salariés, tous recrutés sur une logique de retour à l'emploi. HALAGE: 01 48 13 04 31 ANDINES: 01 48 20 48 60

BANLIEUES BLEUES
DU 6 MARS AU 6 AVRIL
SE DÉROULE
LE RENDEZ-VOUS ANNUEL
DU JAZZ DU 93.
RENSEIGNEMENTS
SUR LES CONCERTS,
LES PROGRAMMES ET

LES RÉSERVATIONS
WWW.BANLIEUESBLEUES.
ORG
CHANSON + BIFLUORÉE
LE TRIO DÉCAPANT,
MOLIÈRE DU MEILLEUR
SPECTACLE MUSICAL,

FAIT ESCALE À ÉPINAY.
VENDREDI 19 MARS,
21H00, ESPACE LUMIÈRE.
NUIT CELTIQUE
L'ÉDITION 2004 A LIEU
LE 20 MARS AU STADE DE
FRANCE. I MVRINI ET

TRI YANN SONT AU
PROGRAMME.
RENSEIGNEMENTS :
0892 700 900.

GENS D'ICI les femmes et les
hommes du territoire

TOUTES LES MÉCANIQUES
« J'AURAIS AIMÉ
FAIRE DE LA COURSE
AUTOMOBILE. »

SELF-CONTROL
« EN COURSE, IL FAUT
CONSTAMMENT SE GÉRER
MENTALEMENT. »

ESPRIT D'ÉQUIPE
« SANS LE TEAM
[UNE QUINZAINE DE
PERSONNES], JE N'AURAIS
PAS PU OBTENIR LE TITRE
DE CHAMPIONNE. »



Le cinéma des artisans

À AUBERVILLIERS ET SAINT-DENIS, LE STUDIO ET L'ÉCRAN RÉSISTENT BIEN FACE AUX MASTODONTES DES SALLES OBSCURES.

L'année 2003 ne restera pas dans les annales de la fréquentation des salles de cinéma. Moins 6%, au niveau national. Qu'en est-il de la fréquentation des salles dites d'art et d'essai sur le territoire de Plaine Commune? « *Le fléchissement à été ressenti aussi dans nos salles pour des raisons diverses. Certes, la fréquentation a baissé comme partout, mais chez nous elle est en partie due aux grèves qui ont eu lieu dans l'Éducation nationale au printemps dernier*, estime Catherine Lormand, de L'Écran à Saint-Denis. *Cela dit notre programmation est tellement différente de celle des multiplexes que nous pouvons dire que notre*



LE PUBLIC DU STUDIO D'AUBERVILLIERS suit cette salle depuis les bancs de l'école.

été affecté par l'apparition du Gaumont près du Stade de France: « *Nous sommes davantage en concurrence avec le mul-*

tisalle du quai de Seine [MK2] qu'avec les autres cinémas à vocation plus commerciale. Chez nous, pas de pop-corn mais des

fidèles spectateurs qui s'intéressent aux films de tous les continents. De plus, ce qui nous distingue, c'est de pouvoir programmer des films sur la durée, et d'inviter les réalisateurs ou acteurs. Nous travaillons beaucoup avec les associations, les comités d'entreprise, voire les syndicats. Nous sommes donc très ancrés dans le tissu social de nos villes. L'émergence des multiplexes ne nous dérange guère. Notre public nous suit depuis les bancs de l'école. Il est exigeant et affûté. C'est un public de proximité qui se passionne pour notre travail en profondeur. Reste qu'il nous reste à mener notre barque sur le plan économique, sans déroger aux lois en la matière. »

Ph. M.

Coup de cœur

COURAGES DE FEMMES

Il est un peu particulier, notre coup de cœur du mois. Il n'est ni culturel, ni sportif, ni récréatif. Il concerne un texte qui circule en ville(s). Sans tintamarre. C'est une adresse « *aux petits jeunes encapuchonnés qui se prennent pour les rois de la jungle* ». Il est signé par des femmes « *de Plaine Commune, des voisines, des mères, des sœurs qui ont été agressées et qui veulent vivre dans une ville humaine où sont respectés les droits élémentaires de chacune et chacun, par tous* ». Ce texte n'est pas plaintif, il est rebelle. C'est un acte de résistance citoyenne. Sylvie, Carole, Karima, Sandrine, Martine et

Chantal écrivent ceci: « *Nous ne baisserons pas les yeux. Nous ne baisserons pas la tête. Nous entendons pouvoir continuer à vivre toutes et tous ensemble, à rentrer chez soi sans garde du corps, à refuser tous les racismes, les injustices, les inégalités. En tout cas à refuser la loi du plus fort. L'accepter ferait de nous des animaux.* »

Ce texte fait du bien. D. Sz.

Par ailleurs, et émanant d'autres femmes, un comité contre la violence s'est constitué à Saint-Denis.

“ Nous avons initié les jeunes pour qu'ils apprécient l'événement ”

public nous suit plus volontiers. Il nous fait néanmoins maintenir le cap, celui du cinéma d'auteur et de la recherche, de façon claire et constante. » Échos identiques du côté du Studio d'Aubervilliers. Son programmateur, Christian Richard, n'a pas

CHANGEMENT DE CAP A EPINAY ET STAINS

Certains salles d'art et d'essai ont été contraintes à revoir leur fonctionnement en direction du public adulte, comme à Épinay, qui étudie une nouvelle programmation. Celle de Stains a mis l'accent sur une programmation entièrement dirigée vers les écoliers et les lycéens. Trois secteurs subventionnés se distinguent. Celui de l'école, aidé par

le département, celui des collèges, subventionné par le département et la Fédération des salles d'art et d'essai, et enfin celui des lycées, qui sont soutenus par la Région. Là encore, il s'agit de former les enfants et adolescents à voir autre chose que des films commerciaux et particulièrement le cinéma d'auteur produit dans différents pays afin de les rendre plus ouverts au monde du septième art.

ISABELLE SAVALLE Bolide de la Seine

L'hiver, Isabelle Savalle prend un peu de repos. Les bateaux sont remisés dans les hangars d'Épinay-sur-Seine en attendant les beaux jours. Le week-end, elle bricole un peu tout de même. Ingénieur en informatique, elle ne déteste pas explorer le moteur de son bateau, un S850 quatre temps, sans oublier les systèmes hydrauliques, en compagnie de l'équipe qui partage sa passion à son club, Promoboran - Les 4-Heures d'Épinay. L'été, cette femme dompte les chevaux de son bolide sur tous les plans d'eau où se joue le titre de champion de France *in shore*. Que se soit aux 24-Heures moto nautique de Rouen ou bien encore aux 4-Heures d'Épinay, chaque début juin, Isabelle domine son sujet. Mieux que les hommes qui font parfois

triste mine de se voir battus à la régulière par une femme.

Cette passion ne date pas d'hier chez cette native de Rouen qui a toujours porté un regard complice en direction du fleuve: « *Je pilote ce genre de bateau depuis 1996 à raison de sept à huit courses par saison, c'est-à-dire entre avril et octobre.* » Vivre au bord de la Seine incite à la rêverie. Pourtant, elle a commencé tard. Elle s'est d'abord contentée d'observer les courses de ces formules 1 sur l'eau. Au milieu des 300 000 spectateurs agglutinés sur les berges rouennaises. Élève à l'école d'ingénieurs de Rouen (Escigelec), Isabelle rejoint l'équipe qui s'était engagée pour les 24-Heures: « *C'est là que j'ai pris la mesure du*



ISABELLE PHOTOGRAPHÉE A EPINAY sur les bords de Seine, aux côtés de bateaux plus ordinaires que celui qu'elle pilote d'habitude.

Photos Willy Valanguier

travail en équipe. J'ai tout appris. Je participais à l'assistance, à la logistique, à la préparation des repas, je

jetais un œil sur la partie électricité des bateaux [sa spécialité en tant qu'ingénieur]... Bref c'est là que ma passion s'est révélée. »

Cas unique dans sa famille, peu portée sur les exploits mécaniques et fluviaux: « *Et puis un jour, je suis montée dans un bateau, au grand désespoir de mes parents*, dit-elle en riant. Pas facile d'être licenciée comme pilote *in shore* et surtout d'affronter une majorité d'hommes. Sur 200 licenciés, on recense 15 femmes seulement.

Petit à petit, ce drôle d'oiseau a fait son nid. À 39 ans, Isabelle est devenue championne de France dans la catégorie S850 quatre temps. Des nouveaux moteurs non polluants, précise-t-elle en souriant de plus belle. En 2003, Isabelle a tout gagné. Le grand chelem... Ses concurrents masculins viennent quand même la saluer à la fin des épreuves, en ronchonnant un peu. Le motonautisme, c'est un truc d'homme... Pas vrai? Philippe Meunier



UNE HEURE TRENTE aux commandes d'un tel engin, c'est dur pour les bras. »

COMMUNISTES ET PARTENAIRES
PLAINE COMMUNE
21, AVENUE JULES-RIMET
93218 SAINT-DENIS
01 49 33 62 34
COURRIEL :
COMMUNISTES.PARTENAIRES@PLAINECOMMUNE.COM.FR

GROUPE SOCIALISTE
PLAINE COMMUNE
21, AVENUE JULES-RIMET
93218 SAINT-DENIS
01 49 33 65 89
COURRIEL :
STEPHANE.PRIVE@VILLE-SAINT-DENIS.FR

GROUPE VERTS ET CITOYENS
PLAINE COMMUNE
21, AVENUE JULES-RIMET
93218 SAINT-DENIS CEDEX
01 53 93 57 14
COURRIEL :
PATRICK.BENKEMOUN@PLAINECOMMUNE.COM.FR

GROUPE UDF-UMP
PLAINE COMMUNE
21, AVENUE JULES-RIMET
93218 SAINT-DENIS CEDEX
01 49 71 42 55
COURRIEL :
UDF-UMP-PLAINECOMMUNE@VOILA.FR

PROCHAINE RÉUNION
LA PROCHAINE RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AURA LIEU LE MARDI 2 MARS 2004 À 19H30, AU SIÈGE DE

PLAINE COMMUNE, 21, RUE JULES-RIMET À SAINT-DENIS. DE MÊME QUE LES CONSEILS MUNICIPAUX, CEUX DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SONT OUVERTS AU PUBLIC.



EN COMMUN Mensuel de Plaine Commune
Directeur de la publication : Jacques Poulet
Conception & réalisation : Acte là !
Coordinateur de la rédaction : Dominique Sanchez
Conception graphique : Susanna Sharron
Maquette Aurore Januin
Secrétariat de rédaction : Agnès Landa
Contact Plaine Commune : Téléphone : 01 55 93 55 55
Contact rédaction : Téléphone : 01 49 96 75 00
Impression : PSD (140 000 exemplaires)
Plaine Commune 21, rue Jules-Rimet 93218 Saint-Denis Cedex

COMMUNISTES & PARTENAIRES

Inquiétudes et détermination

Plus d'une vingtaine d'organisations syndicales, associatives, professionnelles, celles des élus locaux, l'Union sociale pour l'habitat (HLM), l'Association des maires de France, ont exprimé « leurs vives inquiétudes » sur la politique gouvernementale des aides au logement.



Ces dernières n'ont pas été revalorisées en 2003 et le budget 2004 prévoit une baisse de 3,4 % de la contribution de l'État à ces aides ! Les organisations demandent au gouvernement de réunir dans les plus brefs délais le Conseil national de l'habitat. Il y a effectivement urgence, nous l'écrivions déjà en décembre dernier !

IL EST FACILE DE COMPATIR ET D'ANNONCER UN GRAND DÉBAT

Les aides au logement concernent près de 6 millions de foyers dans le pays. Il est facile de com-

patir lors de la publication du rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre et d'annoncer un « grand débat » sur le logement pour octobre comme l'a fait le Premier ministre. Nous nous attelons de notre côté avec détermination au chantier que nous avons proposé à notre communauté d'agglomération en décidant de créer cet Office public d'aménagement et de construction nécessaire pour une politique sociale du logement sur tout le territoire de Plaine Commune.

Élu-e-s communistes et partenaires : Jack Ralite, Pascal Beaudet, Gérard Delmonte, Mérim Derkaoui, Jean-Jacques Karman, Ghislaine Durand, Catherine Hanriot, Annie Mathey, François Colombani, Patrick Braouezec, Didier Paillard, Claudie Gillot-Dumoutier, Stéphane Peu, Pierre Quay-Thévenon, Elisabeth Belin, Monique Lejeune, Michel Beaumale, Danielle Brichot, Karina Guinot, Isabelle Caderon, Jacques Poulet, Daniel Desbiendras.

GROUPE SOCIALISTE

Aller plus loin pour les transports en commun

Le gouvernement Jospin et la Région Île-de-France ont signé en 2000 un contrat de plan qui avait pour particularité de favoriser les territoires auparavant « oubliés » par les décideurs. Pour Plaine Commune, ce contrat se traduit notamment par deux nouvelles lignes de tramway et le prolongement de la ligne 1, le prolongement



de la ligne 12 de métro, la liaison ferrée dite « tangentielle nord », l'amélioration du confort dans les bus avec le projet Mobilien dont les travaux ont commencé pour le bus 170... Au total un investissement global de près de 1,4 milliard d'euros. Mais, compte-tenu des choix de l'actuel gouvernement Raffarin, les finances de l'État sont en grave déficit. Des arbitrages financiers sont annoncés, laissant présager que les engagements pris ne seraient plus tenus dans les délais. De son côté, Plaine Commune doit se doter d'une stratégie globale de développement des transports :

amélioration de la qualité de vie et de l'environnement des quartiers par la réduction des nuisances (bruit et pollution) et le réaménagement des voiries, offre de service public de transports collectifs efficaces, confortables et sûrs, développement des modes alternatifs de déplacement (vélo, piéton...), réduction de l'usage de la voiture...

Pour ma part, avec mes collègues socialistes, je souhaite que Plaine Commune s'engage dans la mise en place d'un service complémentaire de desserte fine dans les quartiers permettant aux habitants de se déplacer facilement et rapidement vers les centres administratifs et commerciaux des villes, les gares, les équipements sportifs et culturels...

Ce service permettrait à la majorité des habitants de notre communauté d'agglomération de pouvoir se déplacer plus aisément au sein de notre bassin de vie. Il s'agirait d'un service public très utile répondant à une attente forte de la population. Vous pouvez compter sur les élus socialistes pour porter au sein du conseil intercommunal cette proposition.

GROUPE VERTS ET CITOYENS

Volontaires pour réduire le chômage

En votant le budget communautaire de 2004 (179 millions d'euros en fonctionnement et 52 en investissement), les élus Verts et Citoyens ont demandé qu'un effort plus soutenu soit exercé pour que la croissance du nombre d'emplois sur le territoire contribue à diminuer le



chômage de ses habitants. À cet effet, nous avons proposé que cette dépense soit soumise à des clauses éthiques, sociales et territoriales : priorité d'embauche pour les résidents locaux, mise en qualification des demandeurs d'emplois pour qu'ils puissent répondre aux offres, préférence aux entreprises susceptibles d'employer les qualifications existantes sur le territoire. Nous avons également demandé qu'une mobilisation plus volontaire des ressources locales soit

mise en œuvre pour une économie mieux enracinée. L'accompagnement des porteurs de projets pour la création d'activités dans les services de proximité (garde d'enfants, soins à domicile, autres services aux personnes et aux entreprises...) a été cité comme exemple d'activités répondant à de forts besoins socialement utiles et professionnellement accessibles aux qualifications existantes.

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE EN RAPPROCHANT LE DOMICILE ET LE LIEU DE TRAVAIL

En rapprochant l'emploi et l'habitat, notre communauté d'agglomération contribue à améliorer la qualité de vie de ses habitants et de ses travailleurs ; à améliorer la vitalité et l'attractivité du territoire ; à rapprocher le domicile et le travail, réduisant ainsi les déplacements longs, coûteux, fatigants et polluants.

GROUPE UDF/UMP

Plus de sécurité pour plus de tranquillité

Le thème de l'insécurité s'est imposé depuis plusieurs années au cœur du débat national. Loin cependant d'être un concept désincarné, elle s'ancre souvent douloureusement dans la vie quotidienne de nos concitoyens.

Trois de nos communes ont déjà répondu, à des degrés divers, au véritable défi que



représente parfois le maintien de la paix et de la tranquillité publiques. Épinay a mis en place une police municipale structurée, qui œuvre au plus près du terrain en étroite coordination avec les forces de police nationales. Dans une moindre mesure, les municipalités de Saint-Denis et Pierrefitte ont créé des services internes dont les moyens et les objectifs s'apparentent à ceux de toute police municipale... bien qu'ils n'en portent pas le nom ! Et les résultats constatés au cœur des quartiers sont probants... Le sentiment d'insécurité des riverains a progressivement reculé,

grâce notamment à l'ilotage et au travail de proximité des agents communaux. La délinquance – petite ou grande – ne connaissant pas de frontières communales, il serait pertinent que Plaine Commune s'interroge sur le principe d'une police communautaire. Cette initiative offrirait une plus grande cohérence d'action sur l'ensemble de nos territoires et permettrait une meilleure coordination et une plus grande efficacité aussi bien en matière de prévention que de répression. Comme souvent, l'exemple vient d'en bas. À charge pour l'exécutif de notre assemblée de s'en inspirer, sans parti pris ni sectarisme...

N'hésitez pas à contacter vos élus.

Les élus du groupe UDF-UMP de Plaine Commune – Conseillers municipaux : C. Farragut (Épinay-sur-Seine), C. Delalain (Aubervilliers), M. Cardon (Saint-Denis), E. Darrou (Villetaneuse), H. Toutoute Fauconnier (Stains) – Adjoint au maire d'Épinay-sur-Seine : P. Konieczny, J.-C. Flandin, B. Espinasse, D. Le Gloannec, D. Redon – Maire d'Épinay-sur-Seine : H. Chevreau

Au conseil

ÉLARGISSEMENT ET BUDGET VOTES À L'UNANIMITÉ

Avec la première séance de l'année, le 27 janvier, les conseillers communautaires ont officiellement approuvé, à l'unanimité, l'adhésion de La Courneuve, qui sera effective au premier janvier 2005. Cette approbation a été précédée d'un débat : « 30 000 habitants vont s'ajouter, et nous aurons une ville de plus à gérer. Je m'interroge sur les destinées de notre communauté d'agglomération, quel est l'intérêt de s'agrandir encore ? », a indiqué Patrice Konieczny, élu d'Épinay-sur-Seine.

« Notre structure est ouverte à nos voisins », a rétorqué Daniel Catelain (Saint-Denis). « Il n'est pas question de nous étendre sans projet. Dans le cas présent, nous sommes sur un bassin de vie cohérent, d'ailleurs dix villes ont signé une charte de développement – l'agglomération plus Saint-Ouen, La Courneuve et Pantin. Ce n'est pas une vue de l'esprit », a quant à lui souligné le président Jacques Poulet. Second point important à l'ordre du jour, l'adoption du budget pour 2004, également votée à l'unanimité. Dans ce cadre, l'annonce du président de la République sur la sup-

pression de l'actuelle taxe professionnelle a fait réagir plusieurs élus. Patrice Konieczny s'est félicité de ce projet car « cette taxe ne favorise pas l'emploi ». Pierre Quay-Thévenon (Saint-Denis) a dit son opposition, car « nous sommes attachés au principe d'autonomie financière des collectivités ». Michel Bourgain (Île-Saint-Denis) parle d'une

« décision prise d'en haut, sans consulter les élus, c'est inadmissible ».

Signalons aussi le dossier présenté par Didier Paillard sur le « schéma de cohérence commerciale » concernant l'équipement et l'organisation du commerce sur le territoire ; le rapport présenté par Stéphane Privé sur le futur tramway Saint-Denis – Épinay – Villetaneuse ; celui sur le plan environnemental en cours d'élaboration, porté par Michel Bourgain. Dans ce dernier cas, il s'agit d'inventorier les multiples nuisances et facteurs de nuisance, afin d'avancer sur la piste d'autres pratiques liées à la protection de l'environnement. « Des préoccupations à faire partager ensuite au plus grand nombre », a insisté Jacques Poulet. J. L.

Le nouveau mensuel de Plaine Commune accueillera volontiers vos courriers de lecteurs pour les publier.

N'hésitez pas à nous écrire pour nous donner votre opinion et nous faire part des sujets qui vous tiennent à cœur et que vous aimeriez voir abordés.

Écrivez à

EN COMMUN Mensuel de Plaine Commune
21, avenue Jules-Rimet
93218 Saint-Denis Cedex

EN COMMUN a besoin de VOUS !

PUB